

Le Bonnet Rouge

BUREAUX : 14, rue Drouot, Paris (9^e)

Quotidien Républicain du soir

Le Numéro : Cinq Centimes

TÉLÉPHONE : Central 69-70 et Central 80-62

DIRECTEUR : Miguel ALMEREYDA

Un an : PARIS 20 fr. ; DÉP. 24 fr. ; ÉTRANGER 32 fr.

Autour d'un Chèque

Comment nos adversaires exploitent et travestissent les déclarations de M. Ribot

Les déclarations faites à la Chambre par M. Ribot ont été commentées dans tous les journaux, et, comme il arrive toujours, des polémistes, dans l'ardeur de la passion politique, l'intérêt de parti ou des ambitions à peine cachées ont supprimé toute loyauté ou tout sens critique, se sont emparés de ces déclarations et essayent de s'en faire une arme.

Rappelons le texte de cette déclaration, tel qu'il est arrivé au public. Le complément analytique, dès samedi soir, pour les journaux de dimanche matin, cite cette déclaration en ces termes :

Ces jours derniers, on a saisi, à la frontière, un chèque important sur une personne qui était étroitement liée avec un journal que je ne veux pas désigner davantage. J'ai demandé à M. le ministre de la Guerre de communiquer le dossier au Parlement de la Seine. Les livres du journal ont été saisis. Une instruction est ouverte. Demain, nous donnerons la suite qu'il conviendra aux faits relevés par l'instruction. Aucune considération ne nous empêchera de faire notre devoir ; nous le ferons tout entier.

Le Journal officiel de dimanche (page 1712) rapportait ces déclarations à peu près dans les mêmes termes :

Ces jours derniers, on a saisi, à la frontière, un chèque important sur une personne étroitement liée avec un journal que je ne veux pas désigner autrement. J'ai demandé à M. le ministre de la Guerre d'en voyer le dossier à M. le garde des sceaux, pour que le parquet de la Seine fût saisi. Le parquet de la Seine a ouvert une instruction. Les livres du journal ont été vérifiés. Une arrestation a eu lieu, et demain nous donnerons la suite qui doit être donnée aux faits qui ont été révélés par l'instruction. Je n'en peux dire davantage.

Il a donc tout ce que l'on savait de source certaine. Voilà donc tout ce dont un honnête homme, esclave de la vérité, pouvait faire état.

Comme le faisait observer notre directeur, Miguel Almeréyda, dans son article d'hier soir, il serait intéressant de faire connaître d'autres aspects de cette affaire, de donner des précisions et des détails.

C'est ce que fait remarquer aussi la Libre Parole, dont un collaborateur écrit ce matin, après avoir reproduit et la déclaration de M. Ribot et celle de Miguel Almeréyda :

« Nous ne pouvons donner des détails plus précis. La censure nous en empêcherait. »
Et aussi :
« Nous pourrions, d'ailleurs, si le loisir nous en était laissé, raconter, etc... »
« Mais n'insistons pas. »
La Libre Parole dit encore :
« Donc attendons. »

Attendez, c'est l'affidure que commande le respect de la vérité.

Mais la vérité, il y a des gens pour qui elle ne compte guère.

Réactionnaires, ils estiment que tous les moyens, surtout les moyens malhonnêtes, sont bons quand il s'agit d'attaquer la Gueuse, de la discréditer en discréditant ses défenseurs.

Nationalistes féroces, altérés de sang, ils veulent à la mort les démocrates qui s'opposent à leurs campagnes annexionnistes ; n'osant pas les tuer, comme ils le font, ils s'efforcent de les discréditer.

Politiciens ambitieux, qui rongent l'envie et la vanité, ils veulent toujours prendre le gouvernement en flagrant délit de faiblesse coupable, et pour pouvoir lui reprocher d'avoir laissé impuni et ou tel délit, ils inventent ces délits, travestissent.

M. Ribot avait dit :
« On a trouvé un chèque »
« On l'a trouvé à la frontière »
« On l'a trouvé sur une personne étroitement liée avec un journal »
« Une instruction a été ouverte »
« Une arrestation a été opérée »
« L'instruction suit son cours et la justice fera son devoir. »

C'est tout.
Or, voyez ce que ces affirmations deviennent sous la plume de polémistes sans scrupules.

M. Maurice Barrès d'abord :
M. Maurice Barrès a vu, depuis deux ans, son autorité s'éroder, son crédit s'effriter. Son propre journal, l'Echo de Paris, dut lui demander de rendre moins fréquents ses articles, qui étaient d'abord quotidiens. Et, parce qu'il a, même en les espaçant, continué à publier des articles de M. Barrès, l'Echo de Paris est devenu la bête noire des soldats : je vous laisse le soin de vérifier,

en questionnant un poilu, l'exactitude de mon affirmation.

M. Maurice Barrès a donc de fortes raisons de détester le Bonnet Rouge.

Mais ces raisons ne lui donnent pas le droit de mentir.

Or, M. Maurice Barrès ment quand il traduit dans les termes que voici les déclarations faites par M. Ribot aux députés dans la séance de samedi :

M. Malvy s'est tu ; plus équitable, M. Ribot nous a annoncé que les pouvoirs publics venaient enfin de prendre en flagrant délit quelques-uns de ceux que depuis trois années nous voyons impunément et criminellement faire à Paris la campagne de la Gazette des Ardennes. Si M. Malvy a continué à jeter au pourrissoir ces fleurs empestées et si largement arrosées, tant mieux et, certes, je l'en féliciterai.

Je n'en ai pas moins à le remercier de m'avoir mis à même de fortifier l'opinion publique en lui annonçant l'effondrement de misérables vendus à l'Allemagne.

Ce n'est pas par la clarté que brille le style de M. Maurice Barrès.

Le député des Halles n'a rien de Voltaire.

Mais, tout de même, nul ne niera que ce que dit M. Barrès, M. Ribot ne l'avait ni dit, ni insinué.

M. Ribot n'a jamais parlé de flagrant délit.

Flagrant délit de quoi ?

M. Barrès veut dire de trahison, d'entente avec l'ennemi et d'entente contre la France.

M. Ribot n'a rien dit qui puisse se traduire comme le fait M. Barrès, — et pour cause.

M. Barrès, pour corser l'affaire, parle de quelques-uns.

Il y a une arrestation, une seule.

Et les journaux de dimanche matin qui avaient parlé de plusieurs arrestations dans leurs compte rendus nécessairement hâtifs, ont convenu de leur erreur en lisant l'analytique, puis l'Officiel.

M. Ribot, enfin, n'a jamais dit que le chèque saisi venait d'Allemagne, et M. Barrès donne une entorse à la vérité quand il parle de vendus à l'Allemagne.

C'est le mensonge au service de la démagogie nationaliste.

Le parti de M. Barrès a toujours usé de ces armes déloyales.

Jadis, un autr de ses députés, montait à la tribune de la Chambre pour dénoncer une trahison analogue. Seulement, c'est à l'Angleterre que les républicains auxquels on en avait été « vendus », et, parmi les « vendus », il y avait M. Clemenceau.

M. Barrès chausse les souliers de M. Millevoye ; ils sont bien grands pour lui ; rien d'étonnant à ce qu'il y ait des entorses.

Ce qui ne surprend pas de M. Barrès surprend vraiment quand on le lit dans le Temps ou le Journal des Débats.

Quand le temps fait dire à M. Ribot que le chèque saisi venait d'Allemagne, le Temps se montre plus capable d'édulcorer qu'on ne le croyait.

Et M. Albert-Petit, qui est un universitaire, qui connaît la valeur des mots, qui a été initié à la critique des textes et des témoignages, donne une piètre idée de son caractère, quand, mêlant les ragots infâmes aux propos du président du conseil, il donne des potins calomnieux pour des vérités solidement établies, et quand il écrit :

La vraie propagande pacifiste — au mauvais sens du mot, — celle qui est vraiment à craindre, — c'est la propagande sournoise, perfide, enveloppée, qui se formule pas dans un article ou dans un tract, mais qui se dégage d'une manière calculée de présenter les faits pour démoraleser les esprits et affaiblir les cœurs. C'est à une campagne de ce genre que se rattache la révélation faite à la Chambre par M. Ribot concernant un journal, — le Bonnet Rouge, — puisque tout le monde l'a nommé, — dont les tendances n'étaient un mystère pour personne. D'où venait l'argent ? se demandait-on. On s'en doutait bien, on le sait maintenant (Censuré dans les Débats). Un chèque révélateur a été saisi à la frontière sur qui de droit. Il sera permis de dire le reste quand la justice aura fait son œuvre.

Quand M. Albert-Petit écrit « On le sait », il écrit une contre-vérité. Il aurait dû attendre, pour cette affirmation, comme pour « le reste », que la justice ait « fait son œuvre ».

Le Journal des Débats défend des intérêts qui sont souvent opposés aux idées que sert le Bonnet Rouge. Nous avons eu à le combattre. Est-ce que jamais nous avons fait état de ce que se raconte, de ce qui a été même écrit sur les relations intéressées de son directeur avec l'ex-sultan Abdül-Hamid, le Sultan Rouge ?

La passion politique provoque d'étranges égarements.

Les journaux que ne meut point la haine de la République et ceux qui ne sont pas au service de quelques politiciens qui guettent le pouvoir et sont prêts à tout pour s'y pousser, apprécient l'affaire avec plus de sérénité et plus de loyauté.

M. Pierre Renaudel, par exemple, s'il

réclame dans l'Humanité, que les coupables soient frappés, a bien soin de dire que ces coupables ne doivent être frappés qu'à bon escient, « sous la condition de la preuve apportée » et il ne prétend point en savoir plus long que le juge qui conduit l'instruction, prévoit les conclusions de ce juge, encore moins les lui dicter.

De même le Journal du Peuple, qui dit ce matin :

Une instruction est ouverte. Nous demandons qu'elle soit inexorablement conduite.

Si parmi nous il est une brebis galeuse, — ce que nous ne pensons pas, — qu'elle soit châtiée.

Mais si, pour des mobiles qui nous échappent, on apparaît trop clairement, on a arrêté un homme, sali un confrère avec légèreté, que les sanctions soient aussi rigoureuses.

Toute lumière et toute justice doivent être faites.

Ces réserves s'imposaient à tout esprit scrupuleux, à tout homme loyal.

Et maintenant est-il utile que nous le disions : nous aussi, nous demandons que la justice fasse la lumière, toute la lumière. Nous connaissons notre collaborateur et ami, nous, nous connaissons notre journal, nous nous connaissons tous les uns et les autres trop pour ne pas avoir la certitude que la vérité seule confondra nos adversaires et récompensera nos amis de la confiance qu'ils n'ont pas cessé de nous témoigner, tous.

A travers les Journaux

C'est sous le titre « Une affaire de police », que les républicains de l'Heure présentent les « révélations » de M. Ribot.

L'Heure ajoute :

« L'Heure est au courant depuis quelques jours déjà — et elle n'est point la seule — de cette affaire aussi embrouillée que celle d'ordinaire, toutes celles de même catégorie. »

« Il y a eu, M. Ribot l'a dit, une arrestation. L'inculpation précise nous est connue. Il est, actuellement, impossible de savoir si elle est fondée puisque l'enquête continue. »

« Avec un louable souci d'impartialité, plusieurs journaux ont eu soin de reproduire, en même temps que la déclaration de M. Ribot, ce que la censure a laissé passer de l'article de Miguel Almeréyda. »

Citons, entre autres, le Petit Journal, dont le directeur est M. Stephen Pichon, le Gaulois, organe royaliste, et l'Éveil, de M. Jacques Dhur.

Par contre, la Victoire, de M. Gustave Hervé, qui reproduit, avec des titres criards, les passages du compte-rendu des débats parlementaires qui nous concernent, s'abstient rigoureusement de reproduire l'autre son de cloche.

Enfin, dans la Liberté, M. Louis Latapie nous crible d'injures. Si M. Latapie veut à tout prix trouver des Allemands en France, que ne les cherche-t-il dans sa propre famille ?

Un vrai coupable

Pour avoir parlé de la guerre en termes déplacés, M. l'abbé Chassagnoux, curé de Balsièges (Lot-et-Garonne), a été condamné à trois mois de prison avec sursis et à cinq cents francs d'amende sans sursis.

Six témoins arrêtés pour faux témoignages, trois d'entre eux, MM. Martin, Michel et Laurent sont condamnés à six jours de prison et à cinquante francs d'amende.

Comité de Guerre

Les membres du comité de guerre se sont réunis ce matin, à l'Élysée, sous la présidence de M. Poincaré.

Bourse de Paris

Fonds d'États : Français 3 0/0, 60.30 ; 5 0/0, 85.40.
Actions diverses : Compagnie Algérienne, 1.540. — Banque de Londres et de Mexico, 155. — Est, 770. — Nord, 1.280. — Téléphones, 478. — Fives-Lille, 770. — Tréfileries du Havre, 280.

Les Difficultés Espagnoles

LES PARLEMENTAIRES CATALANS
Madrid, 9 juillet. — La réponse du gouvernement aux conclusions présentées par la délégation des sénateurs et députés de Catalogne a été très vivement commentée dans les couloirs de la Chambre.

Les sénateurs régionalistes Abadal, Rahola et le député radical Guiter de los Rios se sont déclarés fort surpris de voir le cabinet qualifier de factieuse la réunion de Barcelone.

Une délégation parti aujourd'hui même pour Barcelone, afin de se rendre compte du résultat qu'ont obtenu les démagogues des parlementaires catalans.

Les cercles conservateurs-libéraux partisans de M. Dato, des diverses provinces de l'Espagne, ont adressé au président du Conseil des télégrammes où ils n'approuvent pas la conduite de ceux de leurs collègues catalans qui ont quitté jeudi dernier, à Barcelone, la salle des séances. Ils protestent, en outre, contre quiconque,

dans les circonstances actuelles, cherche à établir ou à discréditer les moyens ou prétextes d'abus du pouvoir.

CONSEIL

Madrid, 9 juillet. — L'Imparcial de Madrid annonce que le général Marina a eu, cet après-midi, avec le ministre de l'Intérieur, M. Sanchez Guerra, une conférence à laquelle tous les milieux politiques s'accordent pour attribuer une grande importance.

DANS L'AUTRE CAMP

La Politique Autrichienne

ON PARLE D'UN NOUVEAU CABINET

Genève, 8 juillet. — Selon la Zeit de Vienne, on parle d'une nouvelle combinaison ministérielle ayant à sa tête le prince de Schwarzenberg ou le comte Silva Tarouca.

Les Tchèques croient au retour du baron Timka et les Allemands à celui du baron von Hussereck.

LA SEANCE DU REICHSRATH

Zurich, 8 juillet. — En raison des discussions actuellement engagées le Reichsrath va prolonger sa session d'une semaine environ, à moins que l'empereur ne prononce la dissolution du Parlement comme il en a le droit.

A LA CHAMBRE HONGROISE

Lausanne, 8 juillet. — Après la discussion sur la création de nouveaux ministères, la Chambre hongroise s'ajournera jusqu'à l'automne. A la reprise de la session elle siègera encore pendant deux jours puis elle sera dissoute.

A Victor Basch

Dans sa réunion d'hier, l'Union des Étudiants d'action républicaine et démocratique a voté par acclamations « une adresse de confiance et d'admiration au maître V. Basch, dont la vie est un exemple d'énergie républicaine et de dévouement social. Elle s'élève contre la campagne de calomnie dirigée contre lui par la presse de certains transfuges à la solde de la réaction, et l'assure de son ardente sympathie. »

Continuons

Nous avons souligné hier quelques-uns des enseignements de la longue discussion de samedi dernier.

La politique que la Chambre a approuvée est celle que nous avons toujours réclamée, — une politique hardiment démocratique.

La rage de nos adversaires fait un heureux contraste avec notre satisfaction.

La presse réactionnaire est en fureur. Et comme cette fureur s'explique !

Nationalistes et partisans d'un gouvernement à poigne étaient las de ne pouvoir jamais enregistrer les triomphes militaires qu'ils nous annonçaient de semaine en semaine ; ils avaient donc décidé de se rabattre sur une victoire qu'ils auraient remportée à l'arrière ; ils exigeaient du gouvernement et de la Chambre une offensive générale contre les démocrates ; et cette offensive comportait, comme préparation, la suppression de toutes les libertés républicaines.

On aurait traqué la presse indépendante et, sous prétexte de combattre le défilisme, supprimé la liberté de penser et d'écrire, — ce qu'il en reste.

On aurait donné la chasse, sous prétexte de mesures à prendre contre l'espionnage, à tous les étrangers qui vivent chez nous à l'abri de nos lois.

On aurait, sous prétexte de sauvegarder la paix publique, suspendu le droit de grève, les libertés syndicales et dissous le plus possible de syndicats.

La Chambre n'a pas marché.

Elle a acclamé le ministre de l'Intérieur qui s'est affirmé bien décidé à ne pas cesser d'être un démocrate et de gouverner en démocrate, c'est-à-dire à respecter la liberté et à faire confiance dans la sagesse du peuple, qui, après tout, est seul maître de ses destinées.

Le discours de M. Malvy est le complément du discours de M. Painlevé.

Le ministre de la Guerre avait reconnu que des fautes avaient été commises par des militaires, à l'avant.

Le ministre de l'Intérieur a établi que les citoyens ont fait leur devoir à l'arrière. Et la Chambre, approuvant l'un et l'autre ministre, proclama la nécessité de maintenir la suprématie du pouvoir civil, et la nécessité de gouverner par la liberté.

La rage des réactionnaires s'explique. Ce qui a été décidé, c'est le contraire de ce qu'ils exigeaient.

Rien de surprenant à les voir se jeter avidement sur ce qui peut leur permettre de tenter une diversion.

Ils seraient heureux de nous faire payer cher le grave tort que nous avons à leurs yeux : avoir toujours eu raison.

George CLAIRES

Par une vigoureuse contre-attaque nos troupes rétablissent leurs lignes

Communiqués

COMMUNIQUE FRANÇAIS

Dans la région au sud de Filain, la lutte d'artillerie a atteint une grande violence au milieu de la nuit. Les Allemands ont lancé sur le Panthéon une forte attaque qui a été brillamment repoussée. Entre les Bouvettes et l'Épine de Chevigny, nos troupes ont contre-attaqué les tranchées que l'ennemi avait occupées hier. Après un combat très vif, mené avec un admirable entrain, nos soldats ont brisé la résistance énergique de l'ennemi et l'ont rejeté de nos éléments de première ligne sur un front de 1.500 mètres environ. Ce brillant succès nous a rendu la majeure partie des avantages obtenus par l'ennemi au cours de sa puissante action d'hier entre le Panthéon et la ferme Froimont. D'après des renseignements nouveaux, cette attaque avait été conduite par des éléments appartenant à trois divisions différentes renforcées par des unités spéciales d'assaut, par des pionniers et des détachements de lance-flammes ; au total un effectif d'une douzaine de bataillons français. Nos troupes, dont la belle attitude, au cours de la défense, a été digne d'éloges, ont infligé aux Allemands de cruelles pertes, confirmées par les dires des prisonniers.

En Champagne, un coup de main sur un de nos petits postes vers la route Saint-Hilaire-Saint-Souplet, a échoué.

Sur la rive gauche de la Meuse, nous avons repoussé deux tentatives ennemies sur le saillant que nous avons conquis à l'ouest du Mort-Homme.

Rencontres de patrouilles en forêt de Parroy ; nous avons fait des prisonniers.

COMMUNIQUE ANGLAIS

Un coup de main exécuté avec succès, la nuit dernière, au sud-est d'Argicourt, nous a permis de faire vingt-cinq prisonniers, dont un officier.

Un raid allemand a été repoussé, au début de la matinée, au sud-est de Loos.

BOMBARDÉMENT DE CHISTELLES

London, 9 juillet. — Un communiqué officiel de l'Armée annonce que, dans la nuit de samedi à dimanche, l'aérodrome de Chistelles a été bombardé par des avions du service aérien anglais.

Malgré une défense très vigoureuse des canons anti-aériens de l'ennemi, des bombes ont pu être lancées avec succès et ont partiellement atteint leur but.

Tous les avions anglais sont rentrés indemnes à leur base. — (Radio.)

L'OFFENSIVE RUSSE

Petrograd, 8 juillet. — La section militaire du congrès national des Soviets a émis la résolution de repousser toutes les tentatives de la réaction de se jeter vers le front. Les régiments de Petrograd comme les autres, devront envoyer des renforts.

Le journal maximaliste Pravda, ayant demandé des sursis pour cause de travail intéressant la défense nationale, le comité des sursis a rejeté sa demande.

La Russie et la Grèce

La note officielle du gouvernement russe n'ouvre pas une question nouvelle. Au cours de son voyage en Russie M. Albert Demidoff avait repoussé la proposition d'une note suggérant la réunion d'une conférence interalliée où la Révolution russe viendrait dissiper les malentendus qu'a pu créer une situation brusquement nouvelle et où seraient précisés les buts de guerre.

Notre diplomatie a fait le plus grand silence autour de cette proposition, mais il n'en a pas été de même chez nos alliés où, par conséquent, mieux qu'en France, on comprendra la note russe.

La réunion de cette conférence est très désirable, la Russie agit avec sagesse en la provoquant.

Sur les questions balkaniques, les Alliés sont beaucoup plus près de l'opinion russe que la rédaction de la note ne pourrait le laisser croire à certains.

Nous sommes ici en présence d'une diplomatie démocratique et publique. La note officielle du Gouvernement provisoire s'adresse autant aux gouvernements alliés qu'elle cherche à répondre aux réclamations et aux craintes que certains milieux révolutionnaires russes ont pu exprimer au sujet de notre intervention à Athènes.

Ces craintes et réclamations ne peuvent venir que d'une insuffisance de renseignements. Il ne faut pas oublier que l'agent diplomatique de Russie en Grèce était, hier encore le prince Demidoff, allié de la famille royale et le plus zélé défenseur de Constantin. Lui seul, depuis le début de la Révolution, a officiellement renseigné la Russie et, sans aucune mauvaise foi, n'a pu le faire qu'avec la préconception inspirée par la politique traditionnelle de la Russie.

Or, ce n'est aujourd'hui un secret pour personne que c'est la diplomatie de l'exilé qui nous a empêchés d'intervenir plus tôt à Athènes.

Mais le ministre russe des Affaires étrangères, M. Terechichenko, n'éprouvera pas de difficulté pour se défendre de n'avoir pas entravé notre action. Il démontrera facilement qu'en contribuant au départ de Constantin et au retour au pouvoir de M. Venizelos, il ne s'est écarté en rien de la ligne de conduite que la Révolution russe peut imposer à sa diplomatie.

Avec Constantin, en effet, nous avons éloigné les agents allemands qui s'étaient peu à peu emparés de la direction des affaires intérieures de la Grèce.

En ramenant à Athènes Venizelos et les membres du Gouvernement provisoire de Salonique, nous avons au contraire agi dans le meilleur sens que puissent espérer les révolutionnaires russes.

On peut facilement voir combien l'opinion grecque est favorable à M. Venizelos. En convoquant la Chambre dissoute en mai 1916, le ministre grec agit conformément à la légalité et aux droits constitutionnels du peuple hellène.

TORPILLEUR ALLEMAND COULÉ

La Haye, 9 juillet. — On annonce qu'un torpilleur allemand, qui n'était en service que depuis quelques jours seulement, vient d'être détruit au nord d'Ameland, hier après-midi, en heurtant une mine. Tout l'équipage a été noyé, à l'exception de deux hommes.

Notes Militaires

Bien que les professeurs de tactique et les spéculateurs de stratégie n'aient point fait défaut dans les deux mondes au cours du dix-neuvième siècle, bien que leurs études militaires aient été poussées dans d'innombrables écoles au début du vingtième siècle, professeurs et spéculateurs, élèves et écoliers ont fait faillite.

Une seule chose domine : la force, et non point la force sans épithète, mais le nombre, la matière : nombre sous toutes ses formes, nombre d'hommes, nombre de canons, nombre de bataillons. La force matérielle seule devait peser désormais dans la bataille scientifique et mathématique.

Le nombre n'était point tout. On voulait l'ignorer ; on voulait méconnaître les leçons.

En 1894, le petit Japon, avec ses 40 millions d'habitants, bat le Céleste Empire qui en compte 300. Deux petites républiques perdus au fond de l'Afrique résistent pendant trois ans au monde impérial britannique. L'esprit militaire, l'étendue, le nombre devaient assurer à l'Empire russe la maîtrise sur le Japon : il eut Tsouhima et Moukden.

Les Bulgares, puis les Serbes, démontrèrent aux Turcs qu'on a souvent raison d'un plus fort que soi. La Merne apprit au monde étonné que le nombre ne fait pas uniquement la force et que la force matérielle seule ne donne pas la victoire.

La force morale, disait Napoléon, est pour les trois quarts dans les affaires militaires ; la balance des forces réelles n'y entre que pour un quart.

Encore que le mécanisme et la technique modernes aient pu varier quant à la qualité des forces, il ne faut point pour vaincre, connaître seulement le corps d'une armée, mais son âme. Cette âme compte sur le champ de bataille ; il n'est point possible de la supprimer et de songer exclusivement à la puissance du matériel. On ignore la puissance de la nation en armes, des armées de citoyens : la guerre vient de nous la révéler. Il n'est plus permis de l'ignorer ou de la méconnaître : les forces morales pèsent dans la balance du destin.

Jacques SIMON.

La Constituante Russe ajournée

Petrograd, 6 juillet. — La commission chargée d'étudier le projet de loi relatif à l'Assemblée Constituante vient de demander au gouvernement d'ajourner la date de la convocation de l'Assemblée qui était annoncée pour le 30 septembre (style russe).

Cette proposition fera l'objet d'un examen approfondi. Il est très probable que le gouvernement l'accepte, car elle est inspirée par des raisons d'ordre politique, et notamment par la difficulté de terminer dans un délai trop court l'énorme travail de législation électorale qui incombe à la commission. — (Radio.)

UNE ARMÉE DEMOCRATIQUE

Petrograd, 6 juillet. — M. Kerensky vient d'envoyer au Président du Conseil un télégramme pour l'informer que le Comité des Soldats a émis le vœu que la Croix de Saint-Georges soit conférée aux officiers sur les attestations fournies par les soldats eux-mêmes.

Le ministre de la Guerre a été d'avis qu'il fallait faire droit à cette demande. Il a fait valoir que l'accord entre officiers et soldats est parfait et que, par conséquent, la mesure demandée ne peut être nuisible en aucune façon à la discipline. Le Conseil des ministres a immédiatement approuvé la proposition de M. Kerensky. — (Radio.)

Au Reichstag

Lausanne, 9 juillet. — Le Volkstimme de Mannheim écrit : « La situation intérieure de l'Allemagne est devenue particulièrement critique depuis quelques jours. Les incidents qui se sont produits à la commission principale ne sont qu'un symptôme de l'état de choses actuel. Ce qui est le plus grave c'est la division du parti du centre en deux groupes adverses : l'un résolu à soutenir le gouvernement, l'autre décidé à lui faire opposition. »

Au Jour le Jour

En Allemagne

Les Dessous de l'Impérialisme

La presse au service des métallurgistes allemands

De la Münchener Post :

« Ce ne sont pas seulement les gouvernements qui hident notre presse. Elle dépend aussi d'autres maîtres impérieux qui, pour leurs fins politiques et économiques, tâchent de la tenir par des chaînes d'or. Peu avant la guerre fut fondée à Berlin, sous un titre innocent, une société d'annonces à l'étranger (Ausland Anzeiger G. m. b. H.) ; le capital primitif était de 200 millions de marks, et a été porté depuis lors à 1 milliard. Apparaissant, en avril 1914, une société « Ausland G. m. b. H. » avait été fondée à Essen. D'après leurs statuts, ces sociétés se proposent d'améliorer le service des informations et de favoriser les relations entre l'industrie allemande et d'importantes régions économiques à l'étranger. Seulement, une phrase ajoutée : « La société peut s'occuper d'ailleurs de toutes les affaires qui lui semblent recommandables comme appui de sa fin principale ou pour d'autres raisons. »

« La liste des sociétaires laisse deviner quelques « autres raisons » ont pu les décider à se faire courtiers de publicité pour commerce, par ce détour, la presse allemande. La société d'Essen réunit autour de Krupp toute la fleur de l'industrie métallurgique, entre autres, le « Bochumer Verein für Bergbau », le « Mulheimer Bergwerksverein », tous les membres du conseil de surveillance du syndicat de laacier, etc., les hauts-fonctionnaires de Rosenberg (Haut-Palatin), la fabrique de machines d'Angsborg, les frères Starn, de Nounkirchen, etc. Sur les 44 sociétaires, 22 sont représentés par le conseiller de justice Hugenberg, de la maison Krupp, laquelle possède ainsi 83 0/0 des voix.

« Krupp dispose de la même influence dans la société de Berlin. A celle-ci, la société d'Essen participe pour 240.000 marks, c'est-à-dire 40.000 de plus que son propre capital, et d'ailleurs sur le million de la société de Berlin, 556.000 marks semblent n'avoir pas été souscrits, devant être répartis par coupures de 500 marks, dans la « petite presse » de l'industrie. La société de Berlin, sous prétexte d'une propagande par insertions à l'étranger, a pour but de réunir un groupe d'industriels aussi nombreux que possible sous la bannière de l'industrie métallurgique, pour influencer la presse à l'intérieur du pays. Elle rassemble déjà 150 entreprises, parmi lesquelles le syndicat de la potasse, la banque Delbrück, Schindler et Cie, le Norddeutscher Lloyd et la Roland-Linie, Fr. Krupp, les frères Stollwerk, etc.

« Le livre marché de la publicité était, jusqu'à présent, en Allemagne, la garantie financière des journaux qui prenaient au sérieux leur indépendance. Si ce marché est maintenant étranglé et dominé par les capitaux des grands industriels réactionnaires, les journaux indépendants — donc aussi la presse socialiste — seront forcés de lutter pour leur existence et de créer, à cet effet, une contre-organisation qui n'existe encore qu'à l'état de projet. »

Aux Armées

(Censuré)

Art et Esthétique

Le Parfum de Paris

Il n'existe de profond bonheur que les joies de la beauté, — toute sensation de plaisir, pour être supérieure, doit revêtir un caractère esthétique. Mais il n'y a pas de futilité en art, et l'harmonie d'une étoffe, d'un bibelot, d'un bijou, peut apporter ce vertige mystérieux qu'on appelle « sensation d'art ». Je ne suis pas éloigné de croire qu'une sensation d'art est la seule chose qui ait quelque valeur dans notre existence, parce que le bonheur seul compte dans notre existence.

Et l'homme a inventé des organisations sociales très compliquées pour être heureux, apparemment, — c'est-à-dire pour se détacher des soucis utilitaires, se créer des soucis, pouvoir rêver en paix et jour en jour en paix des réels plaisirs de la vie inutile et belle. Une société, apparemment, ce devrait être une mutualité pour la recherche de la joie, de l'idéal.

Mais on oublie que le bonheur est l'essentiel d'une vie humaine. En cette époque malheureuse, qui ose affirmer la souveraineté de la joie et de l'art, quand même, malgré tout, semble un fou, et un fou dangereux... être un fou pacifique... pacifique ! donc être un fou.

Heureusement il existe des gens, des gens très éloignés du réel, des lunatiques : ils ont souci d'esthétique, ils méditent sur la joie et l'éclat, ils poliment sur la manière d'aménager un bonhoir, et se lient à mille folies semblables.

Ces conservateurs de la beauté dans la vie ne se sont pas encore affirmés beaucoup, et déjà j'ai entendu des cris de réprobation. Vous allez voir qu'on va les injurier : Mauvais Français ! leur cria-t-on.

« Mauvais Français ! » Même pour la France, il vaut mieux passer son temps à chercher une manière nouvelle de nouer sa cravate, qu'à moucher ses voisins sous prétexte de découvrir des embusqués.

La France... Paris... c'est, pour la plupart des étrangers, une élégance de vivre, une qualité du plaisir de vivre, — c'est une harmonie dans le geste, un charme dans la toilette. Paris est la coquette du monde, parce que à Paris, il existe quelques fous qui veulent mêler l'art à la vie.

Il nous faut, malgré la guerre, des conservateurs de l'élégance et de la beauté. Il faut pour que demain le parfum de Paris ne se soit pas évaporé.

La Rose de France garde dans ses feuilles un peu de ce parfum de Paris. Oh ! quel délice que de tourner les pages de cette magnifique revue d'art et d'élégance. Quel délice d'oublier la laideur de la guerre, avec sa boue, ses poux... et s'enivrer un instant du charme de Van Dongen, de Jacques-Emile Blanche, de Bonifils, de Vallotton.

Ces noms ? Ce sont quelques-uns des collaborateurs de la Rose de France. Van Dongen, qui a su emprisonner dans la sobriété classique de son trait, les inquiétudes éperdues de la chair, les luxures vertigineuses. Jacques-Emile Blanche, le portraitiste du trop aristocratique visage d'Aubrey Beardsley, — un visage un peu troublant, un visage qu'Oscar Wilde a certainement décrit quelque part, — un visage trop blanc, trop ovale, aux traits trop bien ordonnés. Mais deux yeux fous, dans le classicisme pâle de ce visage, disent les ivresses intérieures et les inquiétudes d'Aubrey Beardsley. — Georges Axz.

Action Sociale ET POLITIQUE

Les Réunions de Dimanche

LES OUVRIERS DES P. T. T.

Plus de mille ouvrières et ouvriers des lignes des P. T. T. se sont réunis hier MM. Neolons, député de la Seine ; Lelievre, député des Syndicats, et Descombes, secrétaire du Syndicat, ont parlé des salaires et de la vie chère.

Par un ordre du jour qu'ils ont voté en fin de séance, les ouvriers des P. T. T. constatent que les salaires de 1917 de paix sont nettement insuffisants, que les indemnités de cherté de vie et allocations pour charges de famille sont dérisoires et insuffisantes.

« Font confiance au Bureau syndical pour continuer toutes les démarches utiles auprès des pouvoirs publics et du Parlement. Pour que toutes les améliorations demandées soient accordées par l'administration. »

« Pour ce qui concerne l'indemnité de vie chère, le Syndicat national qui avait demandé une indemnité de 2 francs, se voit dans l'obligation et par mesure transactionnelle, afin de ne pas retarder le vote du projet déposé mardi sur le Bureau de la Chambre, de se rallier au projet établi par la Commission d'assurances et de prévoyance sociale, qui accorde : indemnité de cherté de vie de 1 fr. 50 pour tous, mobilisés ou non, jusqu'au salaire de 3.600 francs ; indemnité de 1 franc pour les salaires de 3.600 à 5.000 francs ; indemnité de 100 fr. par enfant jusqu'à deuxième ; 200 francs à partir du troisième.

LES SERRURIERS

Au cours de leur réunion, tenue hier matin à la Bourne du Travail, les ouvriers serruriers ont discuté la question des salaires.

M. Chauvin, secrétaire de la Fédération du Bâtiment, Perrot et Cordier, du Syndicat, ont développé cette importante question et ont examiné le nouveau barème établi par le ministère de l'Armement.

Ce tarif ne répond pas complètement aux desiderata des serruriers, mais ils ont décidé de l'adopter momentanément et de l'employer à la fois pour appliquer dans tous les chantiers et entreprises.

Ils ont décidé également qu'une délégation se rendrait au ministère de l'Armement pour qu'il n'y ait plus, maintenant, qu'une seule catégorie d'ouvriers serruriers dans les usines et les chantiers.

LES VOYAGEURS DE COMMERCE

Les voyageurs de commerce se sont réunis hier matin, à la Bourne du Travail, dans le but d'examiner les mesures à prendre pour améliorer la situation intolérable faite à la corporation par les nouveaux règlements en vigueur sur les chemins de fer.

Ils ont protesté contre le relèvement des tarifs et comptent sur les parlementaires pour obtenir, si le projet est voté, que l'augmentation ne s'applique qu'aux voyageurs occasionnels et non aux professionnels.

Ils demandent que les porteurs de carte demi-tarif G. V. 101 soient autorisés, dans l'intérêt même de la reprise des affaires, à prendre les trains comprenant des voitures de leur classe, quelque soit le parcours à effectuer.

EN PROVINCE

Les instituteurs des Bouches-du-Rhône et la vie chère

Au cours de la dernière assemblée générale, le Syndicat des instituteurs des Bouches-du-Rhône, après avoir examiné la situation qui leur est faite sur la cherté sans cesse grandissante du coût de la vie, ont voté l'ordre du jour suivant :

« Qu'aux cours de tous, ouvriers de l'état, ouvriers et ouvrières de l'industrie privée, viennent à mourir, le cherté de la vie a fait un nouveau bond, rendant l'indemnité de 35 centimes plus dérisoire encore ;

« Que le régime même des cheminots, appliqué aux instituteurs ne serait pas, en ce moment de nature à donner satisfaction aux intéressés ;

« Demande :

1° Une indemnité de 1 fr. 50 par jour pour tous les maîtres et maîtresses (supplémentaires, provisoires, infirmières, titulaires, adjoints ou directeurs) avec effet rétroactif à partir du 1er janvier 1917 ;

2° Une majoration de 0 fr. 50 par jour et par enfant ou ascendant ;

3° Au-dessus de 5.000 francs, aucun supplément de traitement ne sera accordé.

Dans les Hôpitaux

LES SUITES DE LA GREVE

A peine le calme est-il rétabli dans les hôpitaux de la Ville de Paris où les auxiliaires, infirmiers, infirmières, ouvriers, poussés par la misère contre laquelle ils se débattaient depuis trop longtemps déjà, ont exigé une amélioration de leur sort, que dans ces mêmes hôpitaux les brimades commencent.

Pour une futilité, un rien, on congédie les hommes ou les femmes qui ont montré au cours de la lutte quelque ardeur à défendre la cause de leurs camarades.

Mais pour qu'il n'y ait aucune contestation possible sur ces renvois, l'administration hésite pas à employer des moyens dilatoires, que à déshonorer les malheureux dont elle veut se séparer.

J'en donne pour preuve cette lettre que j'ai reçue d'une infirmière, témoin de faits révoltants qui se sont passés dernièrement dans un hôpital de la région parisienne.

« Une infirmière temporaire ayant travaillé pendant six jours dans un service sans aucun rappel à l'ordre avait été mise au régime qui consistait à prendre des œufs. Comme elle les touchait crus, elle les monta dans sa chambre à seule fin de les prendre lorsqu'elle le voudrait. Une surveillante s'est introduite sous prétexte de visite des chambres, dans la chambre et a constaté qu'elle possédait dix œufs, chez elle. Elle fut signalée au directeur qui a fait remporter les œufs à la cuisine. L'affaire s'en était tenue là, quand hier, l'infirmière en question reçut une feuille lui signifiant son exclusion des hôpitaux et lui intimant l'ordre de quitter sa chambre le soir même.

Cette malheureuse a un enfant à sa charge et je me demande vraiment s'il est humain de mettre ainsi des gens sur le pavé de Paris. La France nous réclame des enfants, pourquoi ne soutiendrions-nous pas celles qui en ont.

Un patron doit accorder huit jours à son employé, mais l'administration qui ne tient sur le mois de ces malheureux doit faire une enquête et non pas compter sur la raison du plus fort en les exposant aux pires misères.

« De plus, elle avait bien le droit de faire ce que bon lui semblait de ces œufs puisqu'elle était sa nourriture et qu'on les lui restituait sur son traitement. »

Ainsi, parce qu'une surveillante, exécutant des ordres qui lui avaient été données, a trouvé dans la chambre d'une infirmière une dizaine d'œufs, seule nourriture qu'elle puisse prendre, et qu'elle a payés de ses deniers, l'administration, saisissant ce pré-

texte, congédie sans autre forme de procès, cette malheureuse femme ayant un enfant à nourrir et dont jamais on n'avait eu à se plaindre.

Si la situation de cette infirmière n'était pas aussi pénible, n'y aurait-il pas là de quoi rire ? Voir une administration aussi puissante que l'Assistance publique, s'arrêter à des mesquineries semblables et employer, pour renvoyer les ouvriers qui lui dérobent des procédés aussi enfantins...

Ce n'est certainement pas ainsi que l'on encouragera le recrutement des infirmiers et infirmières dont les services sont cependant si nécessaires et même indispensables ! — Lucien PIERRET.

L'UNION DES ETUDIANTS

L'activité croissante de la réaction a rompu l'union sacrée. Continuant à la respecter, on a marché de dupes. Les étudiants républicains, en présence des attaques perfides dirigées contre les institutions démocratiques, ont dû devoir affirmer leur existence, leur opinion et leur force.

Les différents groupes des partis de gauche ont entre eux une communauté profonde d'idées. En laissant à part les caractères propres à une action commune est possible. Elle aura pour base les principes de la Révolution qui sont à l'origine de toutes les fractions du bloc républicain, qui ont fait le grandeur de la France dans le monde qui ont conduit ses armées aux victoires de la Convention.

La jeunesse républicaine des écoles, celle qui se bat et celle qui travaille s'uniront pour défendre toutes les idées, tous les actes, tous les hommes qui pourront donner à la politique démocratique plus de vigueur et plus de fécondité.

Extraits des statuts

Art. Ier. — Il est formé entre tous les étudiants de France, une association qui prend le nom de « Union des Etudiants d'Action républicaine et démocratique ». Son siège est à Paris.

Art. II. — Elle a essentiellement pour but l'action et l'éducation des étudiants de tous les partis de gauche et extrême-gauche pour la défense des principes démocratiques.

Art. III. — Elle agit par la parole, par la presse et par tous autres moyens de propagande : conférences, conférences, publication d'un organe périodique, insertions dans les journaux d'opinions, affiches, tracts, meetings, manifestations.

Art. IV. — Peuvent être membres actifs tous les étudiants. Sont également admis les élèves des lycées et des écoles à partir de seize ans et d'une façon générale, tous les jeunes gens en cours d'étude aux mêmes conditions.

Art. V. — Il sera fait un règlement intérieur qui déterminera le détail de l'organisation et du fonctionnement de l'Union.

Art. VIII. — Les organes de direction sont : 1° un comité fédéral ; 2° une commission exécutive.

Le comité fédéral comprend les membres de la commission exécutive et les délégués des sections de province.

Art. IX. — Le comité fédéral est chargé d'assurer l'unité d'esprit et d'action entre tous les groupes.

Art. XII. — L'Assemblée générale comprend tous les membres actifs.

Art. XIV. — Il est créé en province des filiales organisées en « sections régionales » et rattachées au groupe de Paris par l'intermédiaire des délégués.

Art. XV. — Les adhésions à M. L. de Chardon, président, 28, rue de Madrid (VIIe).

On lit...

La paix

Notre éminent collaborateur, M. Charles Debière, consacre, dans le Pays, un article à la paix.

« Pas de paix prématurée », crie-t-il.

Certains Français ont l'air de reprocher à d'autres Français de désirer une paix immédiate. C'est le même reproche que des marxistes mal informés de notre pays adressaient, il y a quinze jours encore, à la démocratie russe.

Du haut de la tribune du Sénat, un sénateur de la droite a véhémentement porté l'accusation contre un certain nombre de ses compatriotes de s'associer à une campagne de pacifisme qui aurait pour but d'obtenir une paix prématurée. Je lui ai fait observer que des accusations pareilles doivent être fondées sur des documents et non sur de simples affirmations sans preuves, puisées dans les journaux adverses.

Nous ne voulons pas de la paix allemande, ajoute M. Debière.

Mais, si personne, dans ce pays, ne veut entendre parler de paix prématurée, il ne se peut pas non plus qu'on nous oblige de signer des traités de paix, autrement dit des conditions éventuelles de la paix.

Il y a dans la solution de la guerre, nombre de discussions à préparer, nombre de difficultés à résoudre.

La préférence d'empêcher les Français qui le veulent de traiter ces questions est excessive dans un pays de démocratie et de liberté.

Qu'on accense ceux qui envisagent les buts de guerre et les conditions de paix d'être des naïfs dangereux contre lesquels on appelle les foudres du gouvernement, j'estime que ce sont sentiments et procédés d'Empire.

La paix, nous la voulons, parce qu'enfin il faudra bien la faire un jour. Nous la voulons, mais faite selon le droit et la justice, pour nous mettre à l'abri, dans un monde de haïnes et des ressentiments des peuples à l'égard les uns des autres.

GAUJUS.

TOUS LES SPORTS

Le Dimanche Sportif

CYCLISME

Au Val d'Hiv'... Encore une réunion qu'il a fallu reporter au vélodrome d'Hiver. Malgré la pluie tombée dans la nuit de samedi, on pouvait encore espérer, hier matin, aller à la piste d'Auteuil, mais les averses qui tombèrent entre midi et une heure dissipèrent vivement cet espoir ; il eût été difficile, en effet, de courir sur la piste du Parc. Comme il faisait beau vers les 2 heures, beaucoup allèrent au Parc des Princes ; quelques-uns revinrent à la rue Nélaton ; d'autres, par contre, préférèrent rester au bois. Ainsi s'explique qu'il n'y avait pas l'affluence des grands jours.

La réunion fut pourtant intéressante. Le match Belloni-Godivier, à lui seul, valait le déplacement. Le crack italien a fait une belle impression sur sa première course à Paris. Il ne fut pas vainqueur, mais, pour tous, il ne fut pas non plus battu. Sans crainte aucune, on peut dire qu'il est nettement supérieur à Godivier. Le match, en fait, est revenu à celui qui avait les meilleures équipes d'entraînement. Il est certain que si Godivier, au lieu d'avoir Dupuy-Darragon, Sérés-Pouchois, Choque-Evrard, Vandenhove-Perrin à sa disposition, avait eu les entraîneurs de Belloni, il aurait fini autrement loin de celui-ci que ne le fit ce dernier de lui-même. Et si s'en est fallu de très peu, dans la seconde manche, que le champion italien ne battit son adversaire sur le poteau, et cela quoique ayant abandonné ses équipes depuis deux tours.

La victoire de Godivier, en un mot, a prouvé que ce coureur est en pleine forme, mais non qu'il est supérieur à Belloni.

Il n'y a rien à dire d'autre du match Vanderyuff-Lavalade, que de protester contre pareille exhibition.

A aucun moment Vanderyuff n'a été en course. C'est par quatre tours, à chaque manche, que Lavalade a triomphé de son adversaire (?). Il est à peu près certain que l'on donnera comme excuse que le Hollandais s'était entraîné pour le Parc des Princes et qu'il se trouva gêné sur la piste de la rue Nélaton. Pure blague. Il eût pu être battu, mais pas de cette façon. Un coureur de classe court mieux que cela. Comme nous l'avons vu hier, on peut presque affirmer qu'il est incapable de battre le plus mauvais de nos favoris. Cela n'empêchera pas de faire le « tam-tam » sur son nom pour les réunions à venir. A ceux qui se montrent injustes envers Egg parce que neutre — lorsqu'il battit Berthet, je demande ce qu'ils diront de Vanderyuff, lequel disputé, depuis la guerre, de nombreuses courses avec des coureurs allemands ?

Enfin, passons au troisième match de la journée. Egg n'ayant pu arriver à temps, le match qui devait le mettre en présence de Dupuy s'est disputé entre ce dernier et Pouchois.

Jamais Dupuy ne fut mis à l'épreuve. C'est avec la plus belle aisance qu'il remporta les deux manches. Incontestablement Pouchois manque d'entraînement. D'un autre côté, Dupuy est dans une forme qu'il n'a jamais connue.

Je n'ai rien à dire d'autre de ce match, qui se termina par la victoire de Vandehove, qui triompha dans le handicap et dans le Prix des Fleurs.

Le Prix des Abonnés revint à Groslimond.

Le Brassard fut, cette fois, ravi magistralement par Franje, en 32", battant le record du monde.

Polledri essaya, mais en vain, de reconquérir son brassard, mais il ne put mieux faire que 34".

A. B.

RESULTATS TECHNIQUES

Prix des Abonnés. — 1. Groslimond, 2. Lebrun, 3. Lenoir.

Le départ, donné dans de mauvaises conditions, fit perdre toute chance à une grande partie des concurrents. Enfin, une chute, qui entraîna une bonne dizaine de coureurs, débarrassa Groslimond de quelques-uns des adversaires qui auraient pu encore être dangereux pour lui ; sa victoire fut néanmoins assez aisée.

Handicap du quart de mille. — 1. Vandehove, 2. Mamm, 3. Siméone, 4. Dubouché.

Les séries furent enlevées par Vandehove, Siméone, Groslimond, Dubouché, Gambade et Maurin.

Dans la finale, Vandehove refit très vivement son retard et n'eut aucune peine à fournir pour triompher de ses adversaires.

Match Vanderyuff-Lavalade. — 1. Lavalade, 2. Vanderyuff.

Match sans aucun intérêt. Lavalade gagne très facilement. Vanderyuff est loin d'avoir la classe de son frère, le fameux Arthur Vanderyuff.

Match Belloni-Godivier. — 1. Godivier, 2. Belloni.

Très désavantageux par rapport aux équipes d'entraînement, le champion italien, malgré quelques essais de lâchage, succomba dans les deux manches.

Bel athlète et coureur courageux, Belloni est appelé aux plus grands succès. Il sera intéressant de le voir en match libre.

Prix des Fleurs. — 1. Vandehove, 26 pts ; 2. Pallard, 17 pts ; 3. Joly, 13 pts ; 4. Metz, 11 pts ; 5. Deschamps et Derenne, 9 points ; 7. Carapezzi, 9 pts.

TOUS LES SPORTS

Le Dimanche Sportif

CYCLISME

Au cours des 10 kilomètres que comporte cette épreuve, beaucoup de coureurs, désavantagés dès le départ, abandonnèrent, et une douzaine de coureurs seulement terminèrent la course.

Match Pouchois-Dupuy. — 1. Dupuy, 2. Pouchois.

Visiblement, Dupuy domine Pouchois. Ces deux coureurs nous font assister à quelques « sur place » acrobatiques, aucun ne voulant prendre la tête. Dans les deux manches, à la cloche, Dupuy démarre et n'est pas remonté.

Somme toute, je le répète, réunion intéressante.

ATHLETISME

Un match à l'américaine. — Du beau sport, très grande affluence, ainsi peut se traduire la réunion d'hier au Stade Jean Bouin.

Le C. A. de la Société Générale a triomphé de l'Association Sportive Française d'un quart de point ; c'est dire si la lutte fut chaude entre ces deux grands clubs rivaux. Le Stade Français lui-même arriva bien près avec 30 points. Surtout, S. V. S. Voltaire fut déclassée en ce tournoi.

Résultats :

1.500 m. — 1. Keyser (ASF), 2. Mallet (ASF), 3. Delvart (ASF). T. : 4 m. 13 s. 4/5.

Classement : A.S.F., 8 pts ; C.A.S.P., 1 pt. Lancement du poids. — 1. Revelly (ASF), 9 m. 90 ; 2. Coulon (ASF), 9 m. 75 ; 3. Gaulard (ASF), 9 m. 20.

Classement : A.S.F., 5 pts ; C.A.S.G., 4 pts.

100 m. finale. — 1. Hemmi (SF), 2. Grégoire (SF), 3. Smets (ASF), 4. Renard (ASF). T. : 11 s. 3/5.

Classement : S.F., 8 pts ; C.A.S.G., 1 pt. 110 m. haies, finale. — 1. Meunier (ASF), 2. Girard (ASF), 3. Roux (ASF), 4. Vellard (SF). T. : 16 s. 2/5.

Classement : C.A.S.G., 6 pts. A.S.F., 3 pts.

Saut en hauteur. — 1. Meunier (ASF) et Vellard (SF), 1 m. 65 ; 2. Revelly (ASF), Rouellé (ASF), Coulon (ASF) et Ribet (US Voltaire), 1 m. 60.

Classement : C.A.S.G., 4 pts 1/2 ; S.F., 4 pts ; A.S.F., 1/4 de pt ; U.S.V., 1/4 de pt. 200 m. haies, finale. — 1. Meunier (ASF), 2. Roux (ASF), 3. Mentral (ASF), déclassé. T. : 29 s. 3/5.

Classement : C.A.S.G., 8 pts ; A.S.F., 1 pt. Saut à la perche. — 1. Girard (ASF) et Gajan (ASF), 3 m. 20 ; 2. Kervadec (ASF), 3 m.

Classement : A.S.F., 5 pts ; C.A.S.G., 4 pts.

3.000 m. plat. — 1. Keyser (ASF), 2. Mallet (ASF), 3 m. ; 3. Hallot (ASF), 4 m. 40 ; 4. Delvart (ASF), 5. Rolland (ASF). T. : 9 m. 23 s.

Classement : A.S.F., 8 pts ; S.F., 1 pt. Lancement du disque. — 1. Vellard (SF), 27 m. 20 ; 2. Mosnier (ASF), 26 m. 45 ; 3. Kervadec (ASF), 25 m. 65.

Classement : S.F., 5 pts ; C.A.S.G., 3 pts ; A.S.F., 1 pt.

300 m. — 1. Seurin (SF), 2. Smets (ASF), 3. Hemmi (SF). T. : 36 s. 2/5.

Classement : S.F., 6 pts ; C.A.S.G., 3 pts. Saut en longueur avec élan. — 1. Grégoire (SF), 6 m. 03 ; 2. Mentral (ASF), 6 m. ; 3. Hemmi (SF), 5 m. 98.

Classement : S.F., 6 pts ; A.S.F., 3 pts. CLASSEMENT GENERAL

1. C. A. S. Générale, 34 pts 1/2 ; 2. A.S. Française, 34 pts 1/4 ; 3. Stade Français, 30 pts ; 4. U.S. Voltaire, 1/4 de point.

NATATION

Très beau succès pour le Club des Nageurs de Paris, qui faisait disputer quelques bonnes épreuves de natation.

Résultats :

500 m. — Krochsky, 2. Legot, 3. Babel et Beaudot, 5. Pollet, 6. Richard et Noël. 8. Gourzon et Lavoyrie, 10. Schwab, 11. Simonet. Course à l'américaine : 1. G. J. Manovitch, Babel, Baudot, Gourzon ; 2. G. J. Fayat, Krochsky, Richard, Lavoyrie. — Polo : G. Jeangirard, B. G. Vellard, 3 à 2.

CONVOICATIONS SPORTIVES

Liberty Athletic Club : A 8 h. 30. commission administrative, café du Théâtre, 46, rue de Belleville.

A. Bontemps.

Les Planches

Co n'est pas un artiste qui s'agit. Une maison cinématographique américaine a envoyé le télégramme suivant au président du conseil des ministres de Russie :

« Pourriez-vous nous céder le droit pour un film sur les événements révolutionnaires ? Salaires : cinq mille dollars par semaine pour être consacré à votre cause. Quatre semaines par mois. »